

Je ne retiendrai de votre intervention, Madame Bäumlin, que ce qui concerne la politique européenne. Il n'y a pas lieu aujourd'hui d'en discuter en détail. Mais, après les récentes décisions du Conseil des Etats, je me permets tout de même de vous rappeler quelles sont les prochaines échéances auxquelles nous devons nous préparer, même si on approche maintenant de l'été et que juillet et août nous laisseront une pause.

Il s'agit avant tout de discuter du moment où il faudra engager la discussion et la votation populaire sur l'initiative de la Lega dei Ticinesi («Négociations d'adhésion à la CE: que le peuple décide!»). Cela dépend des négociations bilatérales, qui vont vers leur conclusion. Je ne peux pas dire laquelle, je ne peux pas dire si ces négociations aboutiront. En même temps, une fois les négociations bilatérales terminées, d'une manière ou d'une autre, avec ou sans succès, nous aurons une initiative des jeunes («Pour notre avenir au coeur de l'Europe») qui est déjà sur la table des commissions, en particulier de la commission du Conseil national, et une deuxième initiative des jeunes annoncée («Oui à l'Europe») et qui sera déposée prochainement.

Face à cet ensemble de faits, vous avez raison, Madame Bäumlin: la deuxième partie de l'année ne manquera pas d'intérêt et même de suspense quant à notre engagement futur en matière européenne, et je vous remercie de l'avoir relevé dans votre intervention.

Genehmigt – Approuvé

Abschreibung – Classement

Antrag des Bundesrates

Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse
gemäss der Beilage zum Bericht

Proposition du Conseil fédéral

Classer les interventions parlementaires
selon l'annexe du rapport

Angenommen – Adopté

Die Beratung dieses Geschäfts wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu

96.033

Fipoi. Finanzhilfen

Fipoi. Aides financières

Botschaft und Beschlussentwürfe vom 1. Mai 1996
(wird im BBI veröffentlicht)

Message et projets d'arrêté du 1er mai 1996
(sera publié dans la FF)

Kategorie III, Art. 68 GRN – Catégorie III, art. 68 RCN

Antrag der Kommission
Eintreten

Antrag Moser
Nichteintreten

Proposition de la commission
Entrer en matière

Proposition Moser
Ne pas entrer en matière

Ruffy Victor (S, VD), rapporteur: Nous sommes entrés dans un système de concurrence acharnée et généralisée, tellement généralisée que rien ne semble devoir y échapper. Les

Etats en viennent même aujourd'hui à se disputer le siège des organisations internationales et n'hésitent pas à faire de la surenchère pour accroître leur pouvoir d'attraction.

Dans ce type nouveau de rivalité internationale, des événements de nature très diverse entament la position prééminente, enviable et enviée, de la Genève internationale. Depuis quelque temps, sa résistance est mise à l'épreuve par des milieux qui estiment que la nouvelle donne mondiale ne justifie plus cette rente de situation dont a joui la Cité de Calvin jusqu'à maintenant.

Au nombre des éléments explicatifs le plus souvent évoqués dans une remise en cause de Genève, il faut citer la perte d'attrait du statut de neutralité, le coût de la vie en Suisse face aux difficultés financières des organisations internationales, la non-appartenance de la Suisse à l'ONU et la décentration géographique de l'Europe vers l'est depuis 1989.

Je n'ai pas besoin d'insister sur l'atténuation de la vocation de Genève, liée au statut de neutralité, Mme Zapfl le fera. J'insiste en revanche sur l'effet de plus en plus dissuasif du coût de la vie en Suisse, aggravé par le raffermissement continu de notre franc. Durant le dernier exercice, ce dernier a coûté 13 pour cent au budget genevois de l'ONU.

Face aux difficultés financières des organisations internationales, contraintes à des diminutions de budget de 20 à 60 pour cent, les caractéristiques de l'économie helvétique ne font qu'amplifier les répercussions des mesures d'austérité. A la diminution de plusieurs centaines d'emplois, s'ajoute maintenant le renoncement à des prestations de services pour les institutions internationales qui se trouvaient dans d'autres pays.

Notre participation financière à l'ONU, du reste inférieure à celle qu'entraînerait un statut de membre de plein droit, ne suffit pas à compenser les inconvénients dus à notre non-appartenance. Nous nous voyons constamment privés des possibilités de faire valoir nos avantages et défendre nos intérêts. Enfin, tout le monde en Europe a compris qu'avec la disparition du rideau de fer, le centre de gravité de l'Europe s'est déplacé de plusieurs centaines de kilomètres vers l'est, tendant à un effet de translation sur les institutions internationales, si bien que les aspirations de Berlin, de Vienne et même de Budapest de les accueillir ont, pour elles, une logique d'ordre à la fois politique et fonctionnel.

Dans ces conditions, point n'est besoin à nos yeux de forcer le trait pour faire comprendre que la situation a, pour Genève et sa région, quelque chose de menaçant, voire d'alarmant. Etant donné que le processus d'érosion amorcé touche un des objectifs de la politique extérieure de notre pays et fragilise l'économie d'une vaste région, le Conseil fédéral se devait de réagir pour l'endiguer en faisant un geste tangible. Ce sont les propositions contenues dans les deux arrêtés qui sont soumis à notre approbation, accompagnées de la mise en place d'organisations chargées de définir une stratégie contribuant au maintien de l'attractivité de Genève – je fais directement allusion ici au groupe Kellenberger, à la commission interdépartementale décidée par le Conseil d'Etat de Genève ainsi qu'au groupe qui doit prévoir des solutions aux problèmes sociaux auxquels auraient à faire face les citoyens suisses en cas de perte de leur travail auprès d'organisations internationales.

Lors de la discussion, aucun membre de la commission n'a contesté le rôle de Genève comme centre international, ni le soutien supplémentaire qu'il faut lui accorder en tant que composante de notre position en politique étrangère.

Très brièvement, en quoi consiste le soutien que le Conseil fédéral souhaite apporter?

Le premier des arrêtés prévoit que la Confédération peut désormais accorder des prêts sans intérêts, qui doivent être remboursés dans un délai de 50 ans au plus. Dans des cas exceptionnels, la Confédération peut aussi accorder à la Fipoi des contributions à fonds perdu. Par cette mesure, il sera possible d'alléger les charges financières des organisations internationales liées à leur infrastructure. Il semble qu'après les charges salariales, ce poste est un des plus lourds.

On soulignera que pour l'une et l'autre des solutions, l'arrêté prévoit une forme potestative et que l'Assemblée fédérale



reste souveraine puisqu'elle aura à se prononcer dans chaque cas envisagé, qui devra faire l'objet d'un message du Conseil fédéral.

Les solutions retenues dans ce premier arrêté, conditions préférentielles et prestations à fonds perdu, sont des aides financières aux termes de l'article 3 alinéa 1er de la loi sur les subventions. Comme l'a dit le président de notre Conseil, elles doivent être considérées comme des dispositions fondant de nouvelles subventions dont les montants doivent nous amener à les soumettre au frein aux dépenses.

Le second arrêté prévoit que la Confédération renonce aux intérêts des prêts accordés à la Fipoi et que la durée de remboursement de ces prêts est ramené à 50 ans. Actualisés au taux de 5 pour cent, la Confédération renonce à une rentrée d'environ 167 millions de francs.

Les deux arrêtés ont été adoptés en commission, par 17 voix sans opposition et avec 1 abstention.

Lors de nos discussions, des préoccupations, à nos yeux tout à fait fondées, sont apparues au sujet des structures de la Fipoi, des procédures choisies pour réaliser les opérations et finalement des instruments de planification, au sens large du terme, de cette politique internationale. On ne peut continuer à construire de nouvelles surfaces sans avoir la certitude que celles-ci répondent à un besoin durable. On ne peut désormais admettre un caractère volatile aux organisations internationales lorsque leur implantation a entraîné des investissements de plusieurs dizaines de millions de francs. Il convient donc de définir un ordre de priorité et accorder notre soutien à des institutions, si possible robustes et stables, en favorisant des relations de complémentarité entre les institutions et en recherchant des effets de synergie. Nous retournerons siéger à Genève, mais pour l'heure, pour tout ce qui a trait aux aspects techniques, c'est la Commission des constructions publiques qui est en charge de ce dossier.

Lors de la discussion de cet objet en commission, M. Moser était absent et n'a pu développer son point de vue et présenter sa proposition de nonentrée en matière. Mme Zapfl et moi-même nous réservons la possibilité de prendre la parole à l'issue du débat d'entrée en matière.

Que ceux qui seraient tentés de suivre la proposition Moser réfléchissent bien. Il ne s'agit pas d'arracher une décision aux sentiments en recourant à un amalgame un peu facile. Cependant, comme beaucoup d'autres parlementaires dans cette salle, je ne puis m'empêcher de mettre en relation le soutien à Genève qui nous est demandé aujourd'hui et son abandon qu'a représenté la décision de Swissair. Je ne puis m'empêcher d'imaginer les conséquences déplorables que pourrait avoir aujourd'hui le refus d'une décision politique tentant de faire échec à la relégation de Genève après la marginalisation infligée par les mesures économiques de Swissair. Genève est en Suisse, la Suisse est dans le monde. Par un refus, c'est Genève d'abord, c'est toute une région ensuite, mais plus encore, c'est toute la Suisse, à l'intérieur comme à l'extérieur, qui en souffrirait. Epargnons-nous ce faux pas supplémentaire.

Au nom de la commission, je vous invite à entrer en matière et à suivre votre commission qui a approuvé massivement les projets du Conseil fédéral.

Je vous remercie de votre attention, spécialement étant donné le timbre de ma voix.

Zapfl Rosmarie (C, ZH), Berichterstatterin: In ihrer Sitzung vom 6. und 7. Mai 1996 in Genf hat die Aussenpolitische Kommission die Botschaft behandelt. Sie beantragt Ihnen Eintreten und Zustimmung.

Mit dem Beschlussentwurf A sollen die Bestimmungen über die Finanzhilfen an die Immobilienstiftung für die internationales Organisationen (Fipoi) und mit dem Bundesbeschluss B die Rückzahlungsbedingungen für gewährte Darlehen an die Stiftung geändert werden. An der Kommissionssitzung wurden kritische Einwände der Kommissionsmitglieder zur Tätigkeit der Fipoi von Herrn Direktor Constantin zur Zufriedenheit der Kommission geklärt.

Was sind denn die Gründe für diesen Bundesbeschluss, mit dem der Finanzmodus geändert werden soll? Die Stadt Genf

spielt als internationales Genf im Zusammenhang mit unserer Aussenpolitik eine wichtige Rolle. Daneben ist sie seit über hundert Jahren Sitz von internationalen Organisationen. Wenn ich das IKRK, das Internationale Handelszentrum, das Gatt, die Weltgesundheitsorganisation, die Welthandelsorganisation, das UNHCR nenne, so ist das nur eine Auswahl aus 17 internationalen zwischenstaatlichen Organisationen und etwa 150 nichtstaatlichen Organisationen. Sie alle sind zum Teil seit Jahrzehnten in Genf niedergelassen. Diese Stadt hat es als Konferenzzentrum auch ermöglicht, dass viele Konflikte gelöst werden konnten.

Seit dem Ende der achtziger Jahre ist die Wahl von Genf als Sitz internationaler Organisationen keine Selbstverständlichkeit mehr. Während fünfzig Jahren war die Neutralität der Schweiz ein Grund dafür, sich in Genf anzusiedeln. Diese Neutralität hat durch den Zerfall der Blöcke von Ost und West für die Ansiedlung von Organisationen keine Bedeutung mehr. Es sind andere Städte, die sich heute um den Sitz für die Organisationen bemühen. Sie alle könnten früher aufgrund ihrer Zugehörigkeit zu den Blöcken nicht berücksichtigt werden.

Die Organisationen befinden sich heute in sehr grossen finanziellen Nöten. Deshalb berechnen sie genau, was es ihnen bringt, wenn sie ihren Sitz verlegen. Eine Verlegung von Genf nach Frankreich bringt zum Beispiel – Sie haben es gehört – Einsparungen von 40 Prozent, bei der Verlegung in andere Staaten im Osten, ist die Differenz noch bedeutend grösser.

Zum Glück hat Genf auch noch andere Vorteile zu bieten. Nur reichen diese heute nicht mehr aus, damit die Organisationen in dieser Region bleiben. Der Aspekt der Konkurrenz mit Ländern der EU ist auch nicht zu unterschätzen. Diese werden eine Aufteilung unter sich anstreben, natürlich auf Kosten von Genf. Daneben ist unsere Nichtmitgliedschaft in der Uno bei Budgetdebatten und im Zusammenhang mit dem Bau und dem Unterhalt der Liegenschaften oft diskutiert und in die Waagschale geworfen worden.

Es ist für unsere Beamten und Botschafter nicht immer leicht, darauf zu reagieren. Der Hinweis, dass die Schweiz vom internationalen Genf mehr profitiert, als sie für die Entwicklungshilfe aufbringt, wiegt ebenso schwer. Daneben spielt der Wechselkurs eine Rolle. Die Uno z. B. musste letztes Jahr 13 Prozent ihres ganzen Budgets dafür einsetzen. Ich denke, wenn das internationale Genf weiterbestehen soll, sind wir auch auf den Goodwill der Uno angewiesen.

Bundesrat und Staat Genf haben eine gemeinsame Arbeitsgruppe eingesetzt, um diese Probleme zu überdenken und zu diskutieren. Sie musste Prioritäten überdenken und Strategien für die nächsten Jahre ausarbeiten. Es wurde analysiert, mit welchen Mitteln der Platz Genf im Umfeld des verstärkten Wettbewerbs zwischen den Sitzstaaten konsolidiert werden könnte. Neben der Rolle Genfs im Dienste der Völker wurde Genf als Instrument der schweizerischen Aussenpolitik erkannt. Die Schweiz als Gastgeberland von internationalen Konferenzen kann damit ihre Solidarität mit den Organisationen beweisen. Siehe das Beispiel von gestern. Das bringt unser Land auch eine grosse Bedeutung. Die erwähnte Arbeitsgruppe schlägt nun drei Schwerpunkte vor:

1. Genf soll als Sitz zwischenstaatlicher Organisationen konsolidiert werden, und zwar in den Bereichen, in denen Genf bereits Zentrum internationaler Zusammenarbeit ist;
2. Genf soll als internationales Konferenzzentrum gestärkt werden;
3. die Information zur Rolle der Schweiz und Genfs als Orte internationaler Begegnungen soll verbessert werden.

Als Möglichkeit, diese vorgeschlagenen Strategien umsetzen zu können, wird unter anderem die Revision der finanziellen Bedingungen im Immobilienbereich gesehen. Dabei ist der wichtigste Punkt die Kostenverminderung. Dazu gibt es verschiedene Möglichkeiten, die auch in der Aussenpolitischen Kommission diskutiert wurden. Prinzipiell sind es wieder drei Möglichkeiten, die eine Verminderung der Infrastrukturkosten bringen würden:

1. Die Räumlichkeiten mit Unterhalt gratis zur Verfügung stellen;



2. die Räumlichkeiten ohne Unterhalt gratis zur Verfügung stellen;

3. die Zinssätze auf Fipoi-Darlehen senken.

Die kostenlose Zurverfügungstellung der Liegenschaften würde in Anbetracht der vielen Liegenschaften, die dem Bund gehören, zu hohe Kosten bringen. Mit der heutigen Botschaft beantragt der Bundesrat, die Zinssätze aufzuheben. Auf Fipoi-Darlehen betragen diese bis heute 3 Prozent. Damit wird den Organisationen ein klares Signal gegeben. Der zweite Beschlussentwurf über die Rückzahlungsbedingungen der Darlehen sieht eine Vereinheitlichung der Rückzahlungsdauer vor, die auf 50 Jahre festgelegt wird. Die Kommission ist der Meinung, dass die Gewährung zinsloser Darlehen das beste Mittel ist, um die Kosten der internationalen Organisationen zu senken. Übrigens galt diese Praxis bis 1964, und das war sicher mit ein Grund, warum sich diese Organisationen in Genf angesiedelt haben.

Mit diesen Massnahmen – das möchte ich ganz klar sagen – ist nicht die Absicht verbunden, die Zahl der Organisationen in Genf zu erhöhen. Die Konkurrenz ist ja eh so gross, dass Zinsaufhebungen alleine nicht mehr genügen, und neue Organisationen kann man damit nicht nach Genf bringen. Das Ziel dieser Beschlüsse ist ganz klar: Man will die dort niedergelassenen Organisationen behalten, und dieses Ziel soll mit den erwähnten Massnahmen erreicht werden.

Übrigens trägt auch der Kanton Genf seinen Teil zur Senkung der Infrastrukturkosten bei. Die meisten Grundstücke werden den Organisationen schon heute unentgeltlich zur Verfügung gestellt, und der Kanton Genf will in Zukunft auf sämtliche Baurechtszinsen verzichten, wenn der Bund die Darlehen zinsfrei gewährt. Es besteht auch nicht die Gefahr, dass die Mitbestimmung des Rates zukünftig nicht mehr gewährleistet ist. Mit diesem Beschluss wird jedes zukünftige Fipoi-Darlehen den Räten mit einer Botschaft beantragt und von diesen gewährt werden müssen.

Die Absätze 1 und 2 von Artikel 1 des Bundesbeschlusses über die Finanzhilfen an die Immobilienstiftung für die internationalen Organisationen – zinslose Darlehen und A-fonds-perdu-Beiträge – sind der Ausgabenbremse zu unterstellen. Diese Finanzhilfen an die Fipoi begründen neue Subventionen. Dagegen ist die Ausgabenbremse auf den Bundesbeschluss über die Änderung der Rückzahlungsbedingungen der Darlehen, die der Immobilienstiftung für die internationalen Organisationen (Fipoi) gewährt worden sind, nicht anwendbar. Der Text von Artikel 88 Absatz 2 der Bundesverfassung lässt keine andere Auslegung zu.

Die Kommission hat Eintreten ohne Gegenstimme beschlossen. Bei der Schlussabstimmung gab es eine Enthaltung. Herr Ruffy und ich empfehlen Ihnen im Namen der Kommission, auf dieses Geschäft einzutreten.

Moser René (F, AG): Ich beantrage Ihnen, auf das Geschäft nicht einzutreten. Es ist richtig, dass ich an der besagten Kommissionssitzung nicht dabei war, weil ich in Sri Lanka war und dort die Flüchtlingssituation vor Ort abgeklärt habe. Wäre ich in Genf gewesen, hätte ich aber trotzdem Nichteintreten beantragt, denn – Sie haben es von der Kommissionssprecherin gehört – es geht einmal mehr um neue, weitere Subventionen.

Die meisten von Ihnen wissen natürlich, dass ich die Aktivitäten der Fipoi sehr kritisch verfolgt habe und verfolgen werde. Beinahe jährlich wiederholt sich eine Diskussion um irgend ein neues Baumenterium der Fipoi. Die internationalen Organisationen in Genf – und damit selbstverständlich auch die finanziellen Begehren der Fipoi an die Eidgenossenschaft – sind in ihren Wünschen unersättlich.

Seit Jahren votiere ich für etwas mehr Bescheidenheit der Genfer Bauten. Abgesehen von Kostenreduktionen von einigen Millionen Franken für ungerechtfertigte Projektkosten gelang es mir aber nie, die mit grosser Kelle angerichteten Palastbauten auf einen zeitgemässen Standard einzudämmen. Im Parlament lässt sich in der Regel einfach nicht über bescheidenere Genfer Bauten sprechen, obschon ein spezieller Bericht vorliegt, welcher jährliche Einsparungsmöglichkeiten von rund 100 Millionen Franken bei diesen Bauten belegt.

Ein schönes Beispiel, ich habe das selber gesehen und musste nicht einmal ein zweites Mal nach Genf gehen, sind die UNHCR-Gebäude. Da wurde eine vollständige Stahl-Glas-Fassade einer Zement-Stein-Fassade noch vorgesetzt. Mit andern Worten, für Nichtfachleute: Es wurden zwei vollwertige Fassaden ineinander oder hintereinander gebaut, also ein Palast in einem Haus. Warum dieser Unsinn? Ganz einfach: Im Jurybericht über das Projekt wurde seinerzeit festgehalten, dass das Gebäude des Uno-Hochkommissariates für Flüchtlinge nach aussen ärmlich auszusehen habe. Im Innern des sogenannt ärmlich aussehenden Hauses sollte oder musste natürlich der Ausbau für die Herrschaften des Hochkommissariates standesgemäß angepasst werden. So kamen die Stahlbauer und Glaslieferanten unverhofft auch noch zu zusätzlichen, happigen Aufträgen.

Ich habe den Bundesrat bei der Schenkung der WTO-Gebäude gewarnt, dass in der Folge alle internationalen Organisationen nach dem Nulltarif schreien werden. Heute ist es nun soweit. Der Bundesrat beantragt in seiner Botschaft, auf die Erhebung von Zinsen auf allen Darlehen, die der Fipoi für international genutzte Bauten gewährt worden sind, zu verzichten. Zugleich schlägt der Bundesrat eine Rückzahlungsfrist von 50 Jahren vor. Da werden jene Organisationen, die vertraglich eine Abzahlung auf 40 Jahre geregelt haben, grosse Freude haben.

Des weiteren beschloss der Bundesrat, dass die Eidgenossenschaft der Fipoi in ausserordentlichen Fällen auch A-fonds-perdu-Beiträge gewähren kann. Von Sparen keine Rede mehr! Es wird weiter über die Verhältnisse gelebt! Ob Sie es wahrhaben wollen oder nicht: Diese beiden Beschlussentwürfe sind eine der ganz grossen Mogelpackungen, welche uns der Bundesrat in der letzten Zeit vorgelegt hat. Wieviel uns letztlich diese Grosszügigkeit in Genf noch kosten wird, kann der Bundesrat in der Botschaft nämlich auch nicht abschätzen.

Ich gebe Ihnen einige Zahlen:

Bis Ende 1995 hat die Fipoi vom Bund Darlehen in der Höhe von 726,4 Millionen Franken erhalten. Davon hat der Bundesrat bereits 126,5 Millionen Franken Darlehen in Schenkungen umgewandelt. Von den verbleibenden Hunderten von Millionen Franken Darlehen wurden z. B. 1995 von der Fipoi bzw. von diesen internationalen Organisationen – man höre und staune! – lediglich 8,5 «Millionli» zurückbezahlt. So sieht das aus! In der Botschaft wird darüber selbstverständlich nichts geschrieben, auch nicht über diejenigen Organisationen, welche dem Bund bereits über 100 Millionen Franken schulden.

Die Fipoi hat jetzt jahrelang erfolgreich internationale Organisationen nach Genf gezogen. Das ist bezüglich der Sitzstaatpolitik unseres Landes einerseits schön und gut. Aber es ist doch wirklich nicht notwendig, dass jeder internationalen Organisation ein Palast zur Verfügung gestellt wird. Für diese Paläste bezahlen die meisten Mieter heute lediglich drei Prozent Zinsen. Nicht zu vergessen ist, dass sehr viele Organisationen und ihre Mitarbeiter auch noch persönlich ein Benefiz aus unseren Steuergeldern haben. Nicht wenige bezahlen nämlich keine Steuern. Laut Staatsrechnung werden ihnen u. a. auch Darlehen für Autokaufe gewährt, und sie kaufen in zoll- und abgabebefreiten Einkaufsgeschäften ein. Ganz zu schweigen von jenen Organisationen in Genf, welche seit längerer Zeit zahlungsunfähig sind.

Was in der Botschaft auch nicht zum Ausdruck kommt, ist die Tatsache, dass die Fipoi noch unüberschaubare Unterhaltskosten zu berappen hat. Auch dieser Hinweis fehlt in der Botschaft. Ich behaupte, dass sich unser Rat schon in wenigen Jahren mit der unangenehmen Situation der Palastunterhaltskosten auseinandersetzen muss. Dannzumal werden dann Beträge in der Grössenordnung von 100 Millionen Franken zur Debatte stehen. Der Bundesrat argumentiert, dass die internationalen Organisationen ohne die vorerwähnten Gesten – so sagt man dem in Genf! – nicht mehr nach Genf kommen würden. Da bin ich nicht einverstanden! Denn neben den derzeitig guten Infrastrukturen für die internationalen Organisationen spielt doch die Neutralität unseres Staates eine gewichtige Rolle bei der Standortwahl! Dass un-



ser Fernbleiben von der EU zu weiteren negativen Standortsentscheiden führen werde, scheint für mich an den Haaren herbeigezogen zu sein.

Darf ich Sie bei dieser Gelegenheit daran erinnern, dass wir beispielsweise 1994 – das sind die letzten Zahlen, die ich erhalten habe – allein 568 Millionen Franken an die Uno bezahlt haben? Wer ist denn da noch interessiert, unsere Luxuslogen in Genf zu verlassen? Sagen Sie mir das einmal!

Es ist schon beinahe peinlich, wie liebedienerisch unser Bundesrat jegliche Begehren nach finanzieller Unterstützung von internationalen Organisationen zu erfüllen bereit ist. Ohne jeden Punkt zu hinterfragen, ohne jegliche Abstützung in Volk und Parlament werden Projekte mit Millionenbeträgen unterstützt.

Wenn Minister anderer Länder von Auslandbesuchen nach Hause kommen, bringen sie in der Regel Aufträge für die Industrie mit. Unsere Bundesräte kehren aber in der Regel mit Verpflichtungen zurück, Projekte zu bezahlen, welche von anderen initiiert wurden.

Noch ein Wort zur Fipoi selbst: Die Fipoi wurde 1964 mit dem primären Zweck gegründet, für internationale Organisationen Gebäude in Genf zur Verfügung zu stellen und zu verwalten. Diese primäre Aufgabe hat die Fipoi sicher nicht schlecht gemacht. Im Laufe der Zeit hat sie sich aber teilweise in Planerfunktionen eingelassen, ohne den notwendigen Sachverständ zu haben.

Ich bitte den Bundesrat nun wirklich, die Entwicklung der Fipoi in die falsche Richtung endlich zu korrigieren. Die Leute der Fipoi sind längst dem Peter-Prinzip erlegen. Es geht nicht an, dass wir uns von den internationalen Organisationen in Genf dauernd erpressen lassen.

Wenn die Stadt und der Kanton Genf auch nicht bereit sind, zusätzliche Infrastrukturkosten zu übernehmen und einen entsprechenden Beitrag zu leisten, ist es nicht Sache des Bundes, Milchkuh zu spielen. Die Vorlage ist und bleibt eine Mogelpackung.

Ich bitte Sie aus diesen Gründen, auf dieses Geschäft nicht einzutreten.

*Die Beratung dieses Geschäfts wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 11.10 Uhr
La séance est levée à 11 h 10*



Fipoi. Finanzhilfen

Fipoi. Aides financières

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1996
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	08
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	96.033
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	12.06.1996 - 08:00
Date	
Data	
Seite	889-892
Page	
Pagina	
Ref. No	20 040 306